

INTERNATIONAL • UNION EUROPÉENNE

## Les Européens sonnés par le début des grandes manœuvres russo-américaines

Pris de court, les chefs de la diplomatie européens souhaitent échanger avec les « alliés américains ».

Par Philippe Jacqué (Bruxelles, bureau européen) et Philippe Ricard  
Publié le 13 février 2025 à 10h36 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Lors des pourparlers prolongés de Weimar sur l'Ukraine au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, à Paris, le 12 février 2025. CHRISTOPHE PETIT TESSON / AFP

Les Européens s'y préparaient depuis des semaines. Le moment a fini par arriver et les laisse comme sonnés. Mercredi 12 février, les présidents américain, Donald Trump, et russe, Vladimir Poutine, ont fait part, à l'issue de quatre-vingt-dix minutes de conversation téléphonique, de leur intention commune de lancer « *immédiatement* » des négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie, sans

rien garantir sur la participation des Ukrainiens et des Européens aux tractations. L'annonce ultérieure d'un bref coup de fil entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, son homologue ukrainien, n'a pas suffi à calmer les esprits et les réactions ont été vives du côté européen.

**Lire aussi |** [En direct, guerre en Ukraine : l'Allemagne regrette que Donald Trump ait fait des « concessions » à Vladimir Poutine](#)



« *Il n'y aura aucune paix juste et durable en Ukraine sans la participation des Européens* », a rappelé le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. « *Nous parlons d'un pays souverain avec un gouvernement démocratiquement élu. En outre, rien de ce qui touche à la sécurité européenne – et l'agression russe contre l'Ukraine menace directement la sécurité européenne – ne peut être décidé sans l'Europe* », a enchaîné son homologue espagnol, José Manuel Albares. Pour Annalena Baerbock, la cheffe de la diplomatie allemande, il ne peut y avoir « *aucune décision sur l'Ukraine sans l'Ukraine* ».

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Au moment où l'annonce de la conversation entre les présidents Trump et Poutine a été rendue publique, les ministres des affaires étrangères français, allemand, britannique, italien, espagnol et polonais, ainsi que la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, se rendaient à une nouvelle réunion de concertation à Paris, consacrée, notamment, aux garanties de sécurité que le Vieux Continent pourrait apporter à Kiev, dans l'hypothèse d'un cessez-le-feu. « *Il va falloir accélérer ces discussions si nous voulons être prêts à temps pour peser* », confiait, peu avant, une source diplomatique.

**Lire aussi |**  [Donald Trump lance, avec Vladimir Poutine, des négociations de paix en Ukraine et brise l'unité des alliés](#)



Tandis que les Européens ont pris conscience, ces derniers jours, que les contacts s'intensifiaient entre la nouvelle administration américaine Trump et le Kremlin, sans grande transparence à leur égard, il s'agissait aussi de préparer la conférence de Munich sur la sécurité, lors de laquelle les représentants européens doivent rencontrer, vendredi 14 et samedi 15 février, les responsables américains, à commencer par le vice-président J. D. Vance, et le secrétaire d'Etat, Marco Rubio.

## « Autonomisation de l'Europe »

Pris de court, les chefs de la diplomatie européens ont, dans une déclaration commune, souhaité « *échanger sur la voie à suivre avec nos alliés américains* ». « *Nos objectifs communs doivent être de placer l'Ukraine en position de force. (...) Une paix juste et durable en Ukraine est une condition nécessaire à une sécurité transatlantique forte* », affirme le bref texte publié mercredi dans la soirée, sans la moindre annonce concrète, en exigeant « *une paix qui garantisse les intérêts de l'Ukraine et les nôtres* ».

Quelques heures plus tôt, la solidarité transatlantique avait déjà été mise à l'épreuve par le discours d'une rare brutalité prononcé devant ses homologues par Pete Hegseth, le nouveau secrétaire à la défense américain, au siège de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à Bruxelles. Le patron du Pentagone a détaillé, devant ses alliés médusés, à la fois les lignes rouges américaines sur le

conflit en Ukraine, mais également la vision américaine de l'avenir de la défense européenne : une défense collective sous la responsabilité opérationnelle et financière des Européens, les Etats-Unis ayant désormais d'autres priorités à leurs propres frontières, ainsi que dans le Pacifique.

« Les Etats-Unis ne toléreront plus une relation déséquilibrée qui encourage la dépendance. Notre relation donnera plutôt la priorité à l'autonomisation de l'Europe pour qu'elle assume la responsabilité de sa propre sécurité », a martelé Pete Hegseth. Le secrétaire à la défense de Donald Trump a exigé des alliés, comme son mentor, qu'ils dépensent désormais 5 % de leur PIB dans la défense.

**Lire aussi |**  [Négociations sur l'Ukraine : « Ni Donald Trump ni Vladimir Poutine n'ont encore fait la moindre promesse pour garantir une place aux Européens »](#)



Devant son collègue ukrainien, il a asséné ses convictions au sujet du conflit, alors que les troupes russes poursuivent leur lente progression sur le terrain. Selon M. Hegseth, revenir aux frontières d'avant 2014 serait « un objectif irréaliste », tout comme laisser l'Ukraine adhérer à l'OTAN, alors que les alliés avaient assuré, encore au sommet de Washington en juillet 2024, en présence de Joe Biden, que le pays était sur un « chemin irréversible » vers l'Alliance atlantique, sans lui offrir pour autant l'invitation réclamée par Kiev.

De surcroît, pour s'assurer d'une paix durable, « toute garantie de sécurité doit être soutenue par des troupes européennes et non européennes compétentes » dans le cadre d'une mission non OTAN, et donc non couverte par l'article 5 de sécurité et d'assistance mutuelle de l'organisation, a affirmé M. Hegseth. « Dans le cadre de toute garantie de sécurité, il n'y aura pas les Etats-Unis », a-t-il précisé.

## « Moment de vérité pour les Européens »

Si les ministres présents dans la salle ont été sidérés par la tonalité du discours, ils ne peuvent être totalement surpris sur le fond. Certains de ces paramètres, comme l'opposition à une adhésion à l'OTAN, s'inscrivent dans la continuité des positions prises par l'administration Biden, afin d'éviter l'escalade avec la Russie. La nouvelle équipe avait fait passer, depuis quelques mois, des messages, mais la façon dont ils ont été martelés publiquement par le nouveau secrétaire à la défense des Etats-Unis a été vécue comme une gifle.

« Pas d'adhésion à l'OTAN, pas de troupes sur le terrain ? Cela ressemble à un abandon de l'Ukraine », déplore Gabrielius Landsbergis, l'ancien ministre des affaires étrangères lituanien, fervent soutien de Kiev. Au-delà, les observateurs s'interrogent sur la stratégie de Donald Trump pour obtenir un cessez-le-feu, puis la paix en Ukraine. « Avec le discours de M. Hegseth, les Etats-Unis viennent de se priver de deux cartes importantes dans la négociation qui s'ouvre avec Moscou : la question du territoire et de la sécurité otanienne, relève Camille Grand, expert auprès du centre de réflexion Conseil européen pour les relations internationales (ECFR). Commencer une négociation de la sorte, en disant que vous souhaitez une paix par la force, est assez contre-intuitif. Cela ressemble plus à une paix par la faiblesse. » « J'ai négocié avec les Russes. On ne leur donne jamais rien gratuitement », confirme pour sa part, sur le réseau social X, Michael McFaul, un ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de la Russie.

« C'est désormais un moment de vérité pour les Européens, assure Camille Grand. Sont-ils prêts à envoyer 40 000 hommes pour garantir la sécurité de l'Ukraine en cas de cessez-le-feu ? » Le sujet va animer les prochaines réunions entre dirigeants européens, qui n'ont pas réussi, jusqu'ici, à se mettre d'accord. A ce jour, seule une coalition d'Etats volontaires, dont la France et le Royaume-Uni, est prête à déployer des troupes, selon des modalités qui restent à décider.



« Nous serons prêts si nous devons l'être », juge un diplomate otanien d'un pays du nord de l'Europe, mais le flou sur l'absence d'un soutien militaire américain à une force d'interposition européenne au sol pose question à de nombreux Etats, en premier lieu à la Pologne. « Les Européens manquent d'un certain nombre de moyens de renseignement, de transport de troupes et d'équipements, etc. Ce sera un grand défi », juge M. Grand.

Pour imposer ses choix aux Européens et aux Ukrainiens, l'administration Trump veut aller très vite sur tous les sujets. Mais, pour l'instant, les Américains sont « peu précis », voire « fuyants », constate-t-on dans les capitales européennes. Face à cet activisme, la position européenne est donc de ne pas céder à la pression américaine et de se préparer, le mieux possible, sur le plan militaire. En se fondant sur les plans de défense de l'Alliance, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, estime qu'il faudra investir dans les années qui viennent au moins 3 % de la richesse collective, contre un peu moins de 2 % en moyenne aujourd'hui. Car la menace russe n'est pas près de disparaître, même en cas de « deal », encore incertain, entre Vladimir Poutine et Donald Trump.

**Philippe Jacqué** (Bruxelles, bureau européen) et **Philippe Ricard**

---

**Services *Le Monde***

Découvrir



Calculez votre empreinte  
carbone et eau avec  
l'Ademe

Retrouvez nos der  
hors-séries, livres c  
du Monde